Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Mobilité : La LEO n’est plus une priorité pour l’Etat



« Un projet d’intérêt national qui n’est pas sorti, ou à peine démarré, au bout de 20 ans, c’est qu’en réalité l’enjeu national est faible », tranche en toute franchise Thierry Suquet en évoquant la LEO (Liaison Est-Ouest), le projet de contournement routier du Sud d’Avignon dont une seule des trois tranches a été réalisée à ce jour.

« En 2025, nous avons fait une proposition sur la LEO, recontextualise ce dernier. Elle avait pour objectif de remplir 90% des fonctionnalités de cette infrastructure qui, dans cette nouvelle configuration, n’est plus un ouvrage surélevé ni un ouvrage autoroutier. Cela permettait de rentrer dans l’épure financière de 200M€ dont nous disposions à l’époque et sur lequel nous avions l’accord des collectivités locales. Ce projet a ensuite été bloqué parce que le Grand Avignon et Avignon n’en voulait plus. A ce moment-là, une partie de ces crédits a été réorienté sur d’autres projets autoroutiers et nous nous préparions à clore le dossier auprès du ministre et des services régionaux. »

Entretemps les élections municipales sont passées par là et de nouveaux élus ont pris la tête de la cité des papes et de son intercommunalité. Olivier Galzi, nouveau maire d’Avignon et nouveau président de la Communauté d’agglomération du Grand Avignon, fait de ce dossier sa priorité en sensibilisant sur ce sujet Philippe Tabarot, ministre des transports.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

> « Le ministre nous a demandé de travailler avec les équipes du Grand Avignon et les collectivités locales concernées sur ce que pourrait être la LEO de demain. »
>
> *Thierry Suquet, préfet de Vaucluse*

Imaginer la LEO de demain

Suite à cette rencontre, l'élu avignonnais obtient du ministre que le dossier de clôture ne soit pas formalisé malgré une demande de fermeture en cours.

« Le ministre nous a demandé de travailler avec les équipes du Grand Avignon et les collectivités locales concernées sur ce que pourrait être la LEO de demain, confirme Thierry Suquet. Un aménagement qui doit s'inscrire dans le tracé tel qu'il était défini par la DUP (Déclaration d'utilité publique) ainsi que dans l'enveloppe financière. Aujourd'hui, il y a donc des réunions de travail techniques entre les services de l'État au niveau régional et les services du Grand Avignon, le Département de Vaucluse, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que Terre de Provence Agglomération afin de voir ce qu'il est possible de faire ou pas. »

LEO : la réunion de la dernière chance ?

Maîtrise d'ouvrage : l'Etat veut passer la main

Ces discussions semblent principalement porter sur un changement de maîtrise d'ouvrage. Une mission actuellement dévolue à l'Etat qui reconnait que « s'il y a 20 ans il faisait des routes, cela n'est plus le cas désormais ».

« Nous avons d'autres priorités maintenant, insiste le préfet. Donc, si on veut que cela avance vite, il faut reprendre la maîtrise d'ouvrage. » Une éventualité qui inquiète particulièrement les observateurs du dossier qui craignent qu'un passage de relais du pilotage du projet par l'Etat signe l'arrêt définitif de la LEO.

Autre sujet à éclaircir : les avenants financiers. « Il faut reprendre le dossier là où il avait été stoppé en 2025, c'est-à-dire étudier la faisabilité du projet qui avait été présenté et rentrer dans le détail des études et du financement. » La principale interrogation concernant la mobilisation financière de l'Etat si jamais ce dernier parvenait à passer la main du pilotage de la maîtrise d'ouvrage.

Un pas en avant, deux pas en arrière pour un retour en 2025 ?

En clair, si le dossier n'est pas encore définitivement enterré, il se retrouve à peu de chose près dans l'état où il était en 2025. A la différence, qu'à cette époque les clefs de financement étaient clairement établies entre les différents partenaires alors qu'aujourd'hui une partie de ces budgets ont été réaffectés sur d'autres dossier. A ce jour, seul le Conseil départemental de Vaucluse semble avoir provisionner

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

l'enveloppe nécessaire à d'éventuels travaux.

« A l'époque, Georges-François Leclerc le préfet de Région avait demandé aux élus 'Est-ce que vous êtes d'accord sur cette esquisse ?', rappelle le préfet de Vaucluse. Si oui, on continue les études. Aujourd'hui, c'est la même question qui est posée. 'Vous êtes d'accord sur ces esquisses ?' Si vous êtes d'accord, on continue les études. La différence, c'est qu'en mars 2025, les conditions de financement, elles étaient claires pour tout le monde. Deux ans après, chacun dit 'On en est où sur le plan financier ?'. Avant de commencer à remettre de l'argent au pot, il faut bien se poser pour savoir où nous en sommes sur le plan financier. Il faut donc se donner les moyens de redémarrer les études pour, éventuellement, réenclencher les travaux. »

LEO : Tout le monde la veut, mais personne ne l'a fait

Par ailleurs, le dossier de la LEO intègre d'autres points plus spécifiques. « Je pense en particulier aux travaux d'arasement dans la Durance, qui sont des travaux de compensation du projet Léo, sur lesquels on avait beaucoup avancé, et dans lesquels on discute aussi de leur mise en œuvre », précise le préfet de Vaucluse. Cette phase technique, qui consiste en un entretien et un décaissement de la rive gauche de la Durance entre le pont de Rognonas jusqu'à Bonpas voire le viaduc PLM, a été confiée au SMAVD (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance). Une opération estimée en 2024 à plus de 4,4M€.

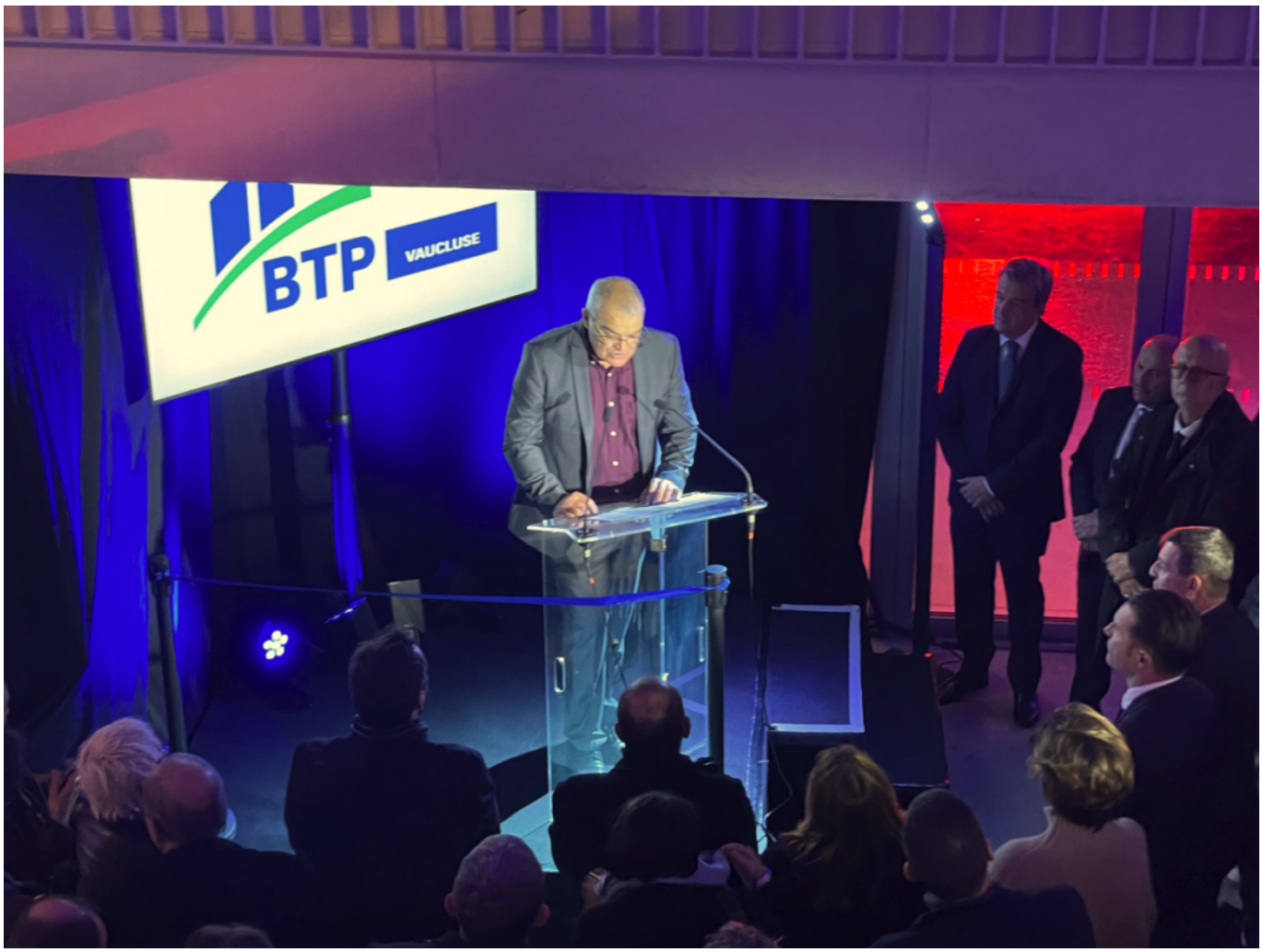
« Que le projet continue ou qu'il soit clôturé, ces travaux doivent être faits », insiste Thierry Suquet pour qui, dans tous les cas, il est indispensable « d'aboutir assez rapidement sur l'ensemble de ces points, de façon à pouvoir réinitier les études. Ce qu'on pouvait considérer comme extrêmement fort il y a 30 ans, ne l'est plus forcément aujourd'hui. Le ministre ne dit pas que l'Etat mettra nécessairement moins d'argent. Il dit : 'si vous voulez que ça avance plus vite, prenez la maîtrise d'ouvrage'. Parce que si nous gardons la maîtrise d'ouvrage, nous avons d'autres priorités sur le développement autoroutier, sur les Jeux Olympiques, la ligne de chemin de fer sud-est, etc. »

Fédé BTP 84, Une nouvelle maison pour la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

nouvelle année et l’ambition de porter haut les familles de la profession



À l’occasion de la cérémonie des vœux de la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics du Vaucluse, organisée également à l’occasion de l’inauguration de la nouvelle Maison du BTP 84, rue Jean Dausset à Agroparc Avignon, son président Daniel Léonard, a livré un discours à la fois rassembleur et exemplaire, faisant de ce bâtiment inauguré le symbole optimiste d’une certaine vision du syndicalisme professionnel et de l’avenir du secteur. Plus de 400 personnes, dont de nombreux élus, étaient présentes.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



La Maison de la Fédé BTP 84. Copyright Fédé BTP 84

Au-delà du moment convivial, le message central est clair : ce qui unit la profession est plus fort que ce qui la divise. Une conviction qui fonde, selon lui, l'ADN de la Fédération du bâtiment et des travaux publics : recherche du dialogue, respect des différences, culture du collectif et construction de ponts entre les acteurs économiques, institutionnels et territoriaux.

Une nouvelle maison pour les pros

La nouvelle Maison du BTP incarne concrètement cette philosophie. Fruit d'une décision pragmatique et responsable, le projet a nécessité l'abandon du siège historique, devenu inadapté, au profit d'un site plus accessible, fonctionnel et sobre, à proximité de l'aéroport et du parc des expositions. Un choix assumé, guidé par la rationalité économique dans un contexte de conjoncture tendue pour le BTP.

Un modèle de réalisation et de gestion

Le président a insisté sur la méthode de réalisation, qu'il présente comme un modèle reproductible :

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

gouvernance collective validée à l'unanimité, recours prioritaire aux compétences locales -maîtrise d'œuvre et entreprises vauclusiennes-, respect des délais et des budgets, paiements sans retard et refus d'une guerre des prix préjudiciable aux entreprises. Le 'juste prix' a servi de boussole tout au long du chantier.



De gauche à droite : Olivier Salleron, Thierry Suquet, Dominique Santoni et Daniel Léonard Copyright MMH

Une vitrine des savoir-faire

Conçue comme une vitrine des savoir-faire du BTP, la Maison associe bois, acier, verre et béton, tout en répondant aux exigences environnementales de la RE2020 (Réglementation environnementale). Modulaire, elle est pensée comme un lieu d'échanges, de formation, d'innovation, et également de prévention et de sécurité, enjeux majeurs pour la profession.

Avancer, toujours avancer

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Sans éluder les difficultés du secteur : complexité normative, manque de visibilité sur les politiques publiques, ralentissement de la construction neuve, Daniel Léonard a volontairement choisi de privilégier l'exemple à la critique. Montrer que le dialogue, la confiance, la proximité et le pragmatisme peuvent produire des résultats concrets.

Le respect de tous pour tous

Au terme de son allocution, le président de la Fédé du BTP Vaucluse a formulé pour 2026 le vœu de davantage de respect mutuel, moins de dogmatisme et plus de pragmatisme, convaincu que ces ingrédients constituent, pour la profession comme pour le territoire, une voie crédible vers l'efficacité et une certaine idée du bonheur collectif.



Olivier Salleron Copyright MMH

Olivier Salleron, président national de la Fédération française du bâtiment

Présent à l'inauguration de la nouvelle Maison du BTP du Vaucluse, Olivier Salleron, président

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

national de la Fédération française du bâtiment (FFB), a souligné la solidarité entre l'échelon national et les fédérations départementales, rappelant que les cotisations des adhérents doivent d'abord bénéficier aux territoires. Pour lui, la dynamique du BTP se joue avant tout au niveau local, dans les relais de proximité, véritables moteurs de l'action syndicale.

Dans un contexte de forte instabilité économique et politique, cette inauguration constitue, selon le président national, un repère concret et rassurant pour la profession. Le bâtiment livré dans les délais et avec un budget maîtrisé incarne une gestion responsable et une projection vers l'avenir, au service direct des entreprises adhérentes.

Des signaux positifs

Malgré une année 2025 marquée par de profondes incertitudes, Olivier Salleron a voulu ouvrir 2026 sur une note d'espoir, portée par des signaux positifs en matière de logement. Il a salué la confirmation du statut du bailleur privé, attendu de longue date par la profession, qu'il qualifie d'avancée majeure susceptible de relancer la production de 50 000 logements neufs et de 20 à 30 000 logements rénovés. Une mesure présentée comme bénéfique à la fois pour les ménages, les entreprises du BTP et les finances publiques, la construction générant d'importantes recettes fiscales pour l'État et les collectivités.

Logement social et privé, tous deux complémentaires et essentiels

Le président de la FFB a également insisté sur le caractère complémentaire et indissociable du logement privé et du logement social, se félicitant de la baisse de la Réduction de loyer de solidarité (RLS), qui doit permettre un effet de levier d'environ un milliard d'euros en faveur de la production et de la rénovation énergétique du parc social. Le maintien d'outils structurants comme le prêt à taux zéro s'inscrit, selon lui, dans cette même logique de relance. Autre sujet majeur : l'aménagement du territoire. Olivier Salleron a plaidé pour une application plus pragmatique de la loi Zéro artificialisation nette (ZAN**)**, redonnant des marges de manœuvre aux élus locaux afin de répondre aux besoins de logements, d'emploi et de développement économique.

La rénovation énergétique

Sur la rénovation énergétique, il a rappelé l'importance de la stabilité des dispositifs, en particulier de MaPrimeRénov', dont le budget est sanctuarisé mais dont les évolutions incessantes fragilisent la lisibilité pour les entreprises. La rénovation du parc de logements et des bâtiments publics est, selon lui, un levier incontournable pour atteindre les objectifs de décarbonation à l'horizon 2050, tout en soutenant l'activité et l'emploi local, dans un secteur qui a perdu 60 000 salariés en deux ans.

Quels maires seront bâtisseurs ?

Le président national a enfin appelé à l'émergence de 'maires bâtisseurs' à l'approche des élections municipales, estimant que le logement est devenu un enjeu central du quotidien des Français. Il a également alerté sur le respect impératif des délais de paiement par les collectivités, condition essentielle à la survie des entreprises du BTP.

Former les pros de demain

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Enfin, Olivier Salleron a insisté sur l'enjeu du renouvellement des compétences, à travers l'apprentissage et l'alternance, pour attirer jeunes et moins jeunes vers des métiers porteurs de sens, de perspectives et de fierté. La nouvelle Maison du BTP apparaît ainsi comme un symbole fort de confiance, de proximité et d'avenir pour la profession.



Dominique Santoni Copyright MMH

Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse
Lors de cette même soirée, la présidente du Département, Dominique Santoni, a réaffirmé son attachement au partenariat durable entre le Département et les entreprises du BTP, qu'elle qualifie de relation fondée sur la confiance et l'efficacité plutôt que sur les discours.

Saluant un équipement 'concret, solide et à l'image de la profession', elle a souligné que ce nouveau siège symbolise la capacité du BTP vauclusien à s'inscrire dans la durée. Pour la présidente, les entreprises du secteur sont au cœur de l'action publique : routes, collèges, transports, aménagements communaux… derrière chaque projet départemental, ce sont les savoir-faire locaux qui sont mobilisés.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

De solides finances

Dans un contexte économique tendu, Dominique Santoni a insisté sur la solidité financière du Département, rappelant le vote du budget 2026 et la poursuite d'une politique d'investissement ambitieuse. En 2026, 132 millions d'euros seront consacrés à l'investissement, confirmant le Département comme premier donneur d'ordre du Vaucluse. Un choix assumé, présenté comme un levier essentiel d'activité, d'emploi et de visibilité pour les entreprises.

Des projets à venir ?

La présidente a défendu une ligne claire : « Les pieds sur terre et la tête dans les étoiles ». Autrement dit, une gestion rigoureuse des finances publiques conjuguée à une ambition forte pour l'avenir du territoire. Plusieurs projets structurants ont été cités, à commencer par la livraison du nouveau collège, réalisée sans retard ni surcoût, et la déviation d'Orange, attendue de longue date et désormais engagée. Elle a également mis en avant le contrat Vaucluse Ambition et la création de Vaucluse Ingénierie, outils destinés à accompagner les communes dans la concrétisation de leurs projets.

Un Département fier des pros de BTP

Puis, Dominique Santoni a réaffirmé un message politique sans ambiguïté : le Département est pro-BTP. Un partenariat présenté comme 'gagnant-gagnant', dans lequel les entreprises font avancer le territoire, tandis que le Département leur apporte visibilité, projets et continuité. « Le BTP construit le Vaucluse, et le Vaucluse avancera avec son BTP », a-t-elle résumé, appelant à poursuivre ce travail commun avec exigence, respect et pragmatisme.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Thierry Suquet Copyright MMH

Thierry Suquet, préfet de Vaucluse

Le préfet de Vaucluse Thierry Suquet a conclu la soirée des vœux du BTP 84, rappelant le poids économique majeur du secteur du bâtiment dans le département : près de 20 000 travailleurs, 10% de l'emploi salarié et environ 6 000 entreprises, majoritairement des TPE/PME (Très petites et moyennes entreprises), profondément ancrées dans le tissu local. Un secteur stratégique, dont la vitalité repose à la fois sur la proximité, l'excellence des savoir-faire et le respect des responsabilités des maîtres d'ouvrage, en particulier sur un point jugé crucial : les délais de paiement, déterminants pour la santé des trésoreries.

Les difficultés du territoire

Le préfet n'a pas éludé les difficultés traversées en 2025 : baisse des mises en chantier, tensions sur les trésoreries, recours accru à l'activité partielle et inquiétudes sur le maintien des compétences, dans un contexte d'instabilité politique. Pour autant, il a voulu ouvrir une perspective plus positive, soulignant

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

l'importance de l'adoption prochaine du budget de l'État, présenté comme un facteur de respiration pour le secteur. Ce budget vise, selon lui, la stabilité réglementaire et fiscale, en évitant l'empilement de nouvelles normes, tout en préservant les principaux dispositifs en faveur de la compétitivité des entreprises, de la recherche et de l'apprentissage.

Enfin un plan logement du gouvernement ?
Thierry Suquet a également salué le plan logement annoncé par le gouvernement, destiné à relancer la construction de logements neufs et à soutenir la réhabilitation. Il a insisté sur un message central : ne pas opposer logement privé et logement social, tous deux indispensables pour loger les jeunes, les familles, les salariés et les étudiants, et pour maintenir l'attractivité du territoire. Cette politique doit toutefois s'inscrire dans un équilibre entre sobriété foncière, protection des terres agricoles, préservation du patrimoine et transition environnementale.

Un concret soutien de l'Etat
Affirmant le soutien de l'État local, le préfet a pris plusieurs engagements concrets comme la simplification administrative, avec un recours accru aux possibilités de dérogation préfectorale, la lutte renforcée contre les pratiques frauduleuses, et sécurisation des chantiers, notamment face aux vols de matériel, via une convention départementale dédiée. Pour finir, Thierry Suquet a réaffirmé que le BTP constitue un pilier essentiel de l'économie vauclusienne, au cœur des enjeux de décarbonation, de réindustrialisation et de cohésion territoriale. Un secteur pour lequel l'État se dit pleinement mobilisé, aux côtés des professionnels, pour surmonter la crise et préparer l'avenir.
Mireille Hurlin

Le préfet de Vaucluse démissionne d'office le maire d'Orange

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Suite à la déclaration d'inéligibilité de 5 ans du maire d'Orange Yan Bompard, par le tribunal correctionnel de Marseille, Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse, vient de prendre un arrêté le déclarant démissionnaire d'office de son mandat. De quoi ouvrir désormais officiellement la porte à un retour 'inespéré' de son père Jacques Bompard, lors des prochaines élections municipales de mars prochain.

« Le 26 janvier 2026, le tribunal correctionnel de Marseille a condamné le maire d'Orange, Yann Bompard, à cinq ans d'inéligibilité, expliquent les services de la préfecture. En application de cette décision, le préfet de Vaucluse, Thierry Suquet, prend un arrêté le déclarant démissionnaire d'office de son mandat de maire. Par arrêté du 28 janvier 2026, le préfet de Vaucluse a, sur le fondement des dispositions du Code électoral suivantes, déclaré démissionnaire d'office monsieur Yann Bompard de ses fonctions de maire et, en conséquence, de conseiller municipal et de conseiller communautaire. »

Un nouveau maire d'ici 15 jours

« En effet, les dispositions du Code électoral (article L230 à son 1°) prescrivent que ne peuvent être conseillers municipaux les individus privés du droit électoral. En conséquence, le conseiller municipal qui se trouve dans un cas d'inéligibilité est déclaré démissionnaire par le Préfet à l'issue du délai d'appel. Le

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

tribunal correctionnel de Marseille ayant prononcé l'exécution provisoire de la peine, celle-ci doit s'appliquer immédiatement. En cas d'absence du maire, suspension, révocation ou toute autre cause, le maire est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le 1er adjoint (art L2122-17 du Code général des collectivités territoriales). Pour élire un nouveau maire, il relève à présent du premier adjoint assurant la suppléance du maire démissionnaire de convoquer le conseil municipal sous un délai de 15 jours suivant la démission d'office (article L2122-14 du CGCT). »
La cité des princes va donc devoir se doter d'un nouveau maire qui assurera l'intérim jusqu'aux prochaines élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

> « Ma popularité reste intacte. »
>
> *Jacques Bompard*

Stop ou encore? Encore un Bompard en lice pour la mairie d'Orange
Une décision qui toutefois ne met pas fin à l'ère Bompard dans la Cité des Princes puisque son père, Jacques Bompard, élu pour la 1re fois à la mairie en 1995 et inéligible depuis 2021 va, à 82 ans, reprendre du service en se lançant à fond dans la campagne des prochaines municipales. Et cela, grâce à une décision inespérée de la Cour d'Appel de Nîmes qui a décidé, hier, de mettre fin à son inéligibilité. « Je saisis ma chance. Heureusement, il y a encore des juges libres qui jugent en droit » s'est-il félicité alors que la permanence électorale des Bompard de l'avenue Foch est toujours recouverte d'affiches des différentes campagnes depuis des années.
« Ma popularité reste intacte, affirme le patriarche. Je le vois bien quand je marche dans la rue, le coefficient de sympathie ne baisse pas. »

> Mairie d'Orange : un Bompard peut en cacher un autre

Les détracteurs du clan Bompard n'ont pas de mots assez forts pour les fustiger et dénoncer le paradoxe : « Ils ne parlent que d'ordre, de respect des lois et des règles mais ils sont loin d'être exemplaires. Ils collectionnent les condamnations et pourtant ils sont toujours là. »

Jacques Bompard, lui, répète à l'envi : « On ne change pas une équipe qui gagne. Depuis 30 ans, nous faisons notre possible pour améliorer cette ville, la rendre plus agréable, plus sécure, pour que les habitants s'y sentent bien. Pourquoi voulez-vous que je change de politique pour Orange ? Que j'y mette de l'insécurité, de la saleté ? La population nous fait confiance, on va encore tenter d'améliorer les choses dans ce 6e mandat. On va faire le maximum, comme d'habitude avec amour et dévouement. »
Des mots qui vont sans doute exaspérer un peu plus leurs opposants qui croyaient enfin venue la dernière

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

heure des Bompard à la mairie.

Andrée Brunetti & L.G.

Une liste RN aux accents bompardiste ?
Alors que la liste RN aux Municipales 2026 menée par Jean-Dominique Artaud, est composée de 3 ex-adjoints de Yann Bompard, le père, créateur de la Ligue du Sud, ne s'inquiète pas de cette concurrence fratricide à droite. « Les Orangeois me connaissent depuis des décennies, ils ne votent pas pour des étiquettes mais pour des individus en chair et en os. Les maires sont des élus de proximité, ils vivent comme eux, ils les croisent, ils leur parlent. Ils sont le visage de la vraie démocratie. »

Monoxyde de carbone, le préfet appelle à la vigilance en période de grand froid

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Face à l'épisode de grand froid en cours, le préfet de Vaucluse alerte sur les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, gaz mortel, invisible et inodore, responsable chaque année de centaines d'accidents domestiques.

Le monoxyde de carbone provoque chaque année en France le décès d'une centaine de personnes et en intoxique plusieurs milliers. Il résulte d'une combustion incomplète liée au mauvais fonctionnement d'appareils de chauffage ou d'eau chaude, à un défaut de ramonage ou à une utilisation inadaptée de matériel comme les poêles à pétrole ou les groupes électrogènes. Le risque augmente en hiver, avec la forte utilisation des appareils à combustion.

Les bons comportements à adopter

Pour limiter les risques d'intoxication, le préfet rappelle plusieurs mesures essentielles : Faire vérifier et entretenir les installations de chauffage et d'eau chaude par un professionnel ; Aérer son logement au moins 15 minutes par jour ; Maintenir les systèmes de ventilation en bon état et ne pas gêner les entrées/sorties d'air ; Installer un détecteur de monoxyde de carbone, et respecter les consignes d'utilisation des appareils à combustion. Il est également recommandé de ne jamais faire fonctionner les chauffages d'appoint en continu ; De placer les groupes électrogènes à l'extérieur, et de ne pas utiliser pour se chauffer des appareils non prévus à cet usage. Les organisateurs de rassemblements doivent

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

aussi être vigilants, notamment concernant les panneaux-radiants à combustible gazeux.



Les symptômes à reconnaître
L'intoxication chronique peut entraîner maux de tête, nausées, fatigue ou confusion. L'intoxication aiguë provoque vertiges, perte de connaissance ou troubles cardio-vasculaires pouvant mener au coma ou au décès. La gravité dépend de la durée d'exposition, de l'intensité du gaz et de la fragilité des personnes.

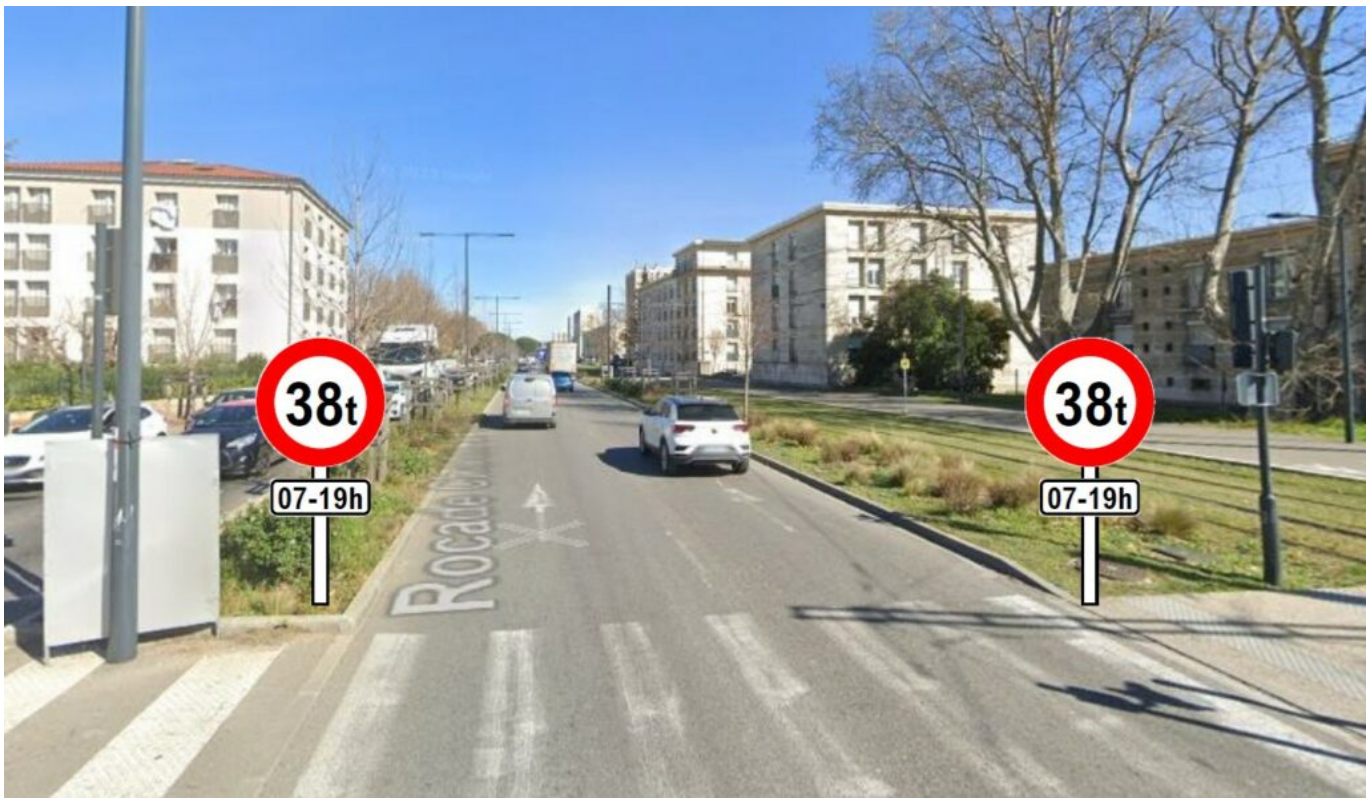
En cas de suspicion
En cas de symptômes ou de suspicion d'intoxication, il est recommandé : D'aérer immédiatement les locaux ; D'arrêter les appareils à combustion ; D'évacuer les lieux, et d'appeler les secours en composant le 15, le 18, le 112 ou le 114 pour les personnes malentendantes.

En savoir plus
ministère des Solidarités et de la Santé ; outils d'information de Santé Publique France ; Agence régionale de santé Provence-Alpes Côte d'Azur
Calista Contat-Dathey

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Avignon veut interdire les poids-lourds sur la rocade avant la fin de l'année



Après avoir déjà vainement tenté d'interdire la circulation des poids-lourds en 2022, la municipalité d'Avignon revient à la charge. Cette fois-ci cependant, la mesure se veut plus contraignante. S'il y a 3 ans, le projet d'arrêté entendait limiter la circulation des poids-lourds sur la rocade aux heures de pointe, c'est désormais toute la journée que la Ville veut restreindre l'accès des véhicules lourds à cette 'autoroute urbaine' selon la maire de la cité des papes.

Suite à un premier comité technique qui s'est déroulé le 25 juin dernier au cours duquel la direction de la mobilité de la Ville d'Avignon a présenté son nouveau projet, Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse, a convoqué une réunion de concertation sur cette intention de limitation de la circulation des poids-lourds sur la rocade Charles de Gaulle. Une mesure déjà réclamée, sans succès, par la municipalité de la cité des papes en 2022. La Ville souhaitait alors interdire la circulation des poids-lourds aux heures de pointes, c'est-à-dire entre 7h et 9h ainsi que 16h et 18h tous les jours.
Cette fois-ci toutefois, la mairie va plus loin et demande une interdiction complète, de 7h à 19h, pour les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

véhicules de plus de 38 tonnes sur 5 essieux et davantage (voir détail du trafic en toute fin d'article). Cette décision expérimentale, durant une première durée de 1 an, concernerait la partie de la Rocade comprise entre l'avenue de Tarascon et celle de Pierre-Sémard (la route de Marseille).

> « J'essaierai d'œuvrer jusqu'au bout de mon mandat pour que nous puissions mettre en place cet arrêté anti poids-lourd. »
>
> *Cécile Helle, maire d'Avignon*

Pour Cécile Helle, maire d'Avignon, qui a annoncé qu'elle ne briguerait pas un 3e mandat à la tête de la municipalité avignonnaise, il y a donc urgence à mener rapidement à bien ce dossier lui tenant particulièrement à cœur.
« En ce qui me concerne, j'essaierai d'œuvrer jusqu'au bout de mon mandat pour que nous puissions mettre en place cet arrêté anti poids-lourd. Parce qu'il en va d'un enjeu de santé publique pour tous les habitants et particulièrement ceux de la Rocade », insistait-elle lors du conseil municipal du jeudi 26 juin dernier.
Déterminée, la maire d'Avignon n'entend donc pas abandonner les 25 000 riverains, dont 17 000 vivent à moins de 300m, de ce qu'elle considère comme une 'autoroute urbaine', quitte à en faire son dernier cheval de bataille avant de rendre son écharpe de maire. C'est dans cette optique, qu'elle a profité de ce comité de pilotage (Copil) pour tenter de rallier le préfet de Vaucluse à sa cause. Pour cela, elle a pu compter sur le soutien du Grand Avignon alors que Michel Bissière a déclaré que la Région Sud qu'il représentait, « ne s'opposerait pas ».

Le Nord des Bouches-du-Rhône vent debout
A l'inverse, c'est sans surprise que les représentants de Terre de Provence agglomération et ceux du Conseil départemental de Bouches-du-Rhône se sont farouchement opposés à cette perspective. Il faut dire qu'entre eux et la Ville ainsi que le Grand Avignon il y a désormais un contentieux sévère sur le blocage de la 2e tranche de la LEO (Liaison Est-Ouest) censée faciliter le contournement Sud d'Avignon.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Les élus du Nord des Bouches-du-Rhône ne veulent pas un report du trafic sur leur territoire. Crédit : DR/Ville d'Avignon/Préfecture de région Paca

Pour les élus du Nord des Bouches-du-Rhône, hors de question de 'récupérer' une partie du trafic ainsi détourné. En effet, la mesure entraînerait un surplus de trafic sur le secteur Rognonas-Châteaurenard de près de 600 camions. Cela impacterait plus de 4 400 habitants de cette zone. En contrepartie, 34 261 habitants du bassin de vie (essentiellement sur Avignon, mais aussi 4 085 dans le Gard et 1 500 dans les Bouches-du-Rhône sur l'axe Rognonas-Barbentane) bénéficieraient d'une baisse du trafic poids-lourds à moins de 300 mètres de chez eux.

> « La santé publique est pour tout le monde sur tous les territoires. »
>
> *Corinne Chabaud, présidente de Terre de Provence agglomération*

Pas de quoi émouvoir Corinne Chabaud, présidente de Terre de Provence agglomération, qui déclarait tout récemment sur les ondes de nos confrères d'Ici Vaucluse : « Madame la maire d'Avignon, Cécile Helle, défend la santé de ses habitants comme nous on défend les nôtres. La santé publique est pour tout le monde sur tous les territoires. »
Côté collectivités toujours, les départements du Gard et du Vaucluse se sont montrés plutôt opposés à la mesure. Celui de Vaucluse proposant par ailleurs d'associer à cette réflexion le territoire d'Orange, puisqu'il serait directement affecté par la mesure. En effet, une partie du trafic camions serait reporté entre les autoroutes A7 et A9, où l'échangeur Est-Ouest n'existe toujours pas obligeant actuellement les utilisateurs à sortir à Orange-centre pour rentrer à nouveau sur l'autoroute afin d'accéder à l'A9.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

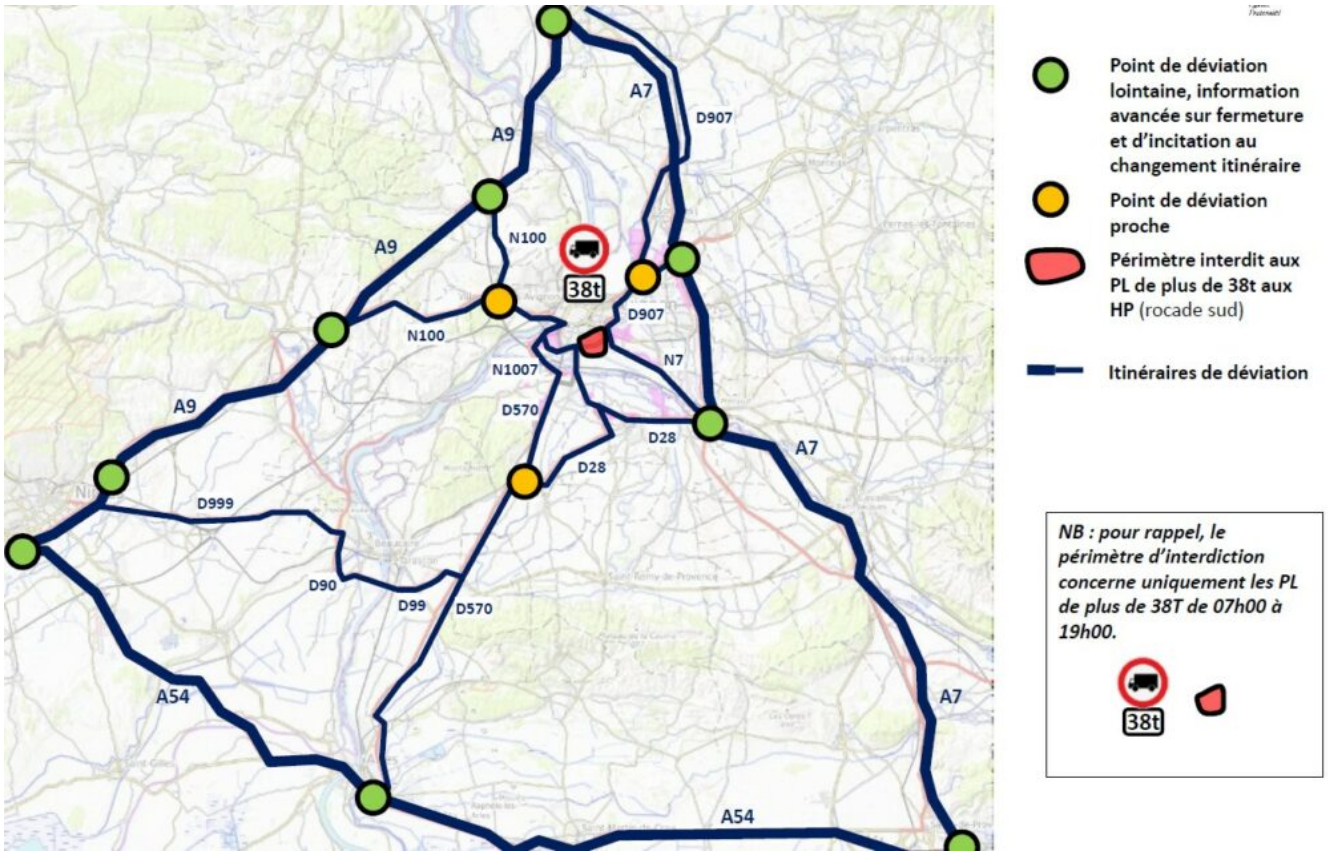
Ecrit par le 22 novembre 2026

Le monde économique compte faire entendre sa voix

Présente pour la première fois à ce Copil, la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Vaucluse a clairement fait savoir qu'une telle décision ne pouvait se prendre sans avoir pris en compte les différentes voix du monde économique. A ce titre, la Chambre consulaire vauclusienne devrait donc participer au futur comité de pilotage sur le sujet. Impactée par l'application de l'interdiction, la CCI du Pays d'Arles devrait être aussi de la partie à l'avenir.

Comme il y a 3 ans maintenant, les professionnels de la route voient d'un très mauvais œil le retour éventuel de cette mesure d'interdiction.

« Notre organisation est dans le même état d'esprit qu'en 2022, explique Jean-Luc Delabre, délégué régional de TLF-Méditerranée (organisme regroupant les représentants régionaux l'union des entreprises de Transport et logistique de France). Si le projet identifié est identique, nos adhérents effectuant des transports de denrées périssables et des transports combinés rail-route estiment de la même façon qu'une telle interdiction mettrait en péril le transport en général et particulièrement le report modal (combiné rail-route) dans le Sud de la France. Ce serait de nouveau un frein incompréhensible dans le cadre de la transition énergétique. »



Synthèse des différents périmètres liés au projet d'arrêté anti-poids-lourds. Crédit : DR/Ville d'Avignon/Préfecture de région Paca

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

« La solution serait peut-être de déplacer Courtine de l'autre côté de la Durance. »

Jean-Yves Astouin, président de la FNTR Région Sud

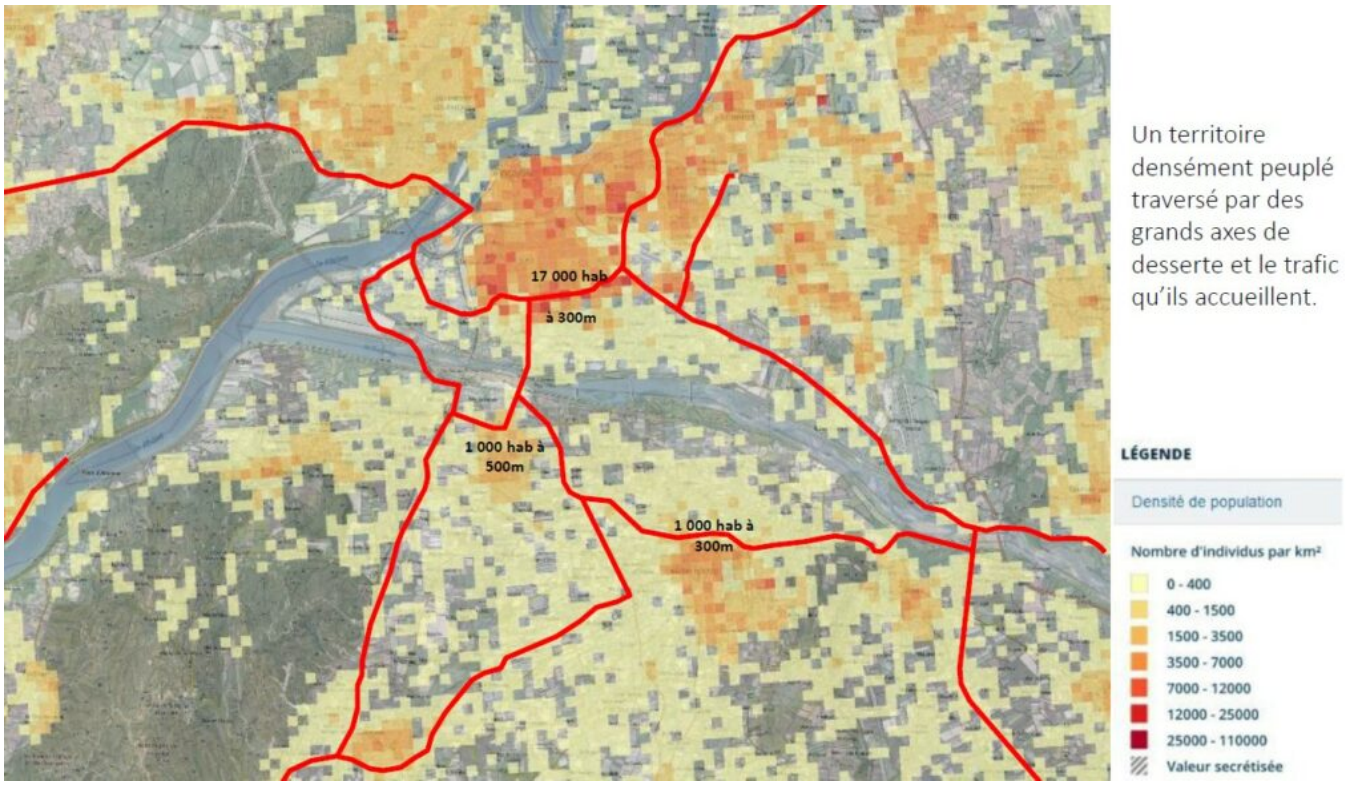
Même constat pour Jean-Yves Astouin, président pour la Région Sud de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) : « Ils n'ont toujours pas compris qu'il y avait aucun intérêt à prendre cette décision. »
« La très grande majorité des camions concernés rejoignent la plateforme rail-route de Courtine. Ce sont des caisses avec leur cargaisons que l'on charge ensuite sur des trains afin de rallier Paris ou Lille par le rail. Cela évite d'avoir tous ces camions sur la route le long de la Vallée du Rhône. Avec cette interdiction, on attaque la seule ligne nationale rentable de la SNCF qui accueille 600 à 700 camions en période basse et jusqu'à 1 200 à 1 300 en pleine saison. Si on les empêche d'y accéder, plus personne ne passera par le rail. Le bilan environnemental sera alors désastreux. Finalement, la solution serait peut-être de déplacer Courtine de l'autre côté de la Durance », ironise celui qui est aussi patron de Provence Astouin à Eyragues.

Les perspectives d'interdiction ne le font pas cependant pas sourire quand il voit les conséquences de cette mesure sur l'exemple d'un camion ralliant Courtine au pôle logistique d'Entraigues-sur-la-Sorgue. Aujourd'hui, il faut compter 20 à 45 minutes pour un trajet de 17,7km pour un coût total estimé à 10,48€. Avec son arrêté, la Ville d'Avignon propose deux trajets de reports : l'un par Orange (56,1km pour une durée comprise entre 35 et 55min et un coût de 39,54€), l'autre par Châteaurenard (32,6km, 30 à 55min, 21,81€).

Laurent Garcia

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Le trafic sur la rocade en chiffres
Actuellement, le trafic sur la Rocade est estimé entre 28 000 et 36 000 véhicules/jour. Parmi eux, entre 9,2% à 11,4% de camions. Dans le détail, cela représente 3 308 poids-lourds dont 2 338 circulent entre 7h et 19h. Sur cette période, on totalise 1 076 poids-lourds de plus de 38 tonnes concernés par le projet d'interdiction.
Dans le même temps, 17 000 personnes vivent à moins de 300 mètres du tronçon concerné par le projet d'arrêté d'interdiction de la Ville d'Avignon (voir carte ci-dessus). Crédit : DR/Ville d'Avignon/Préfecture de région Paca

---

Canicule dans les écoles : le syndicat FO demande au préfet des fermetures de classe

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

pour protéger les élèves



Le syndicat FO (Force ouvrière) 84 vient d'adresser un courrier au préfet de Vaucluse afin de l'alerter sur les très fortes chaleurs qui touchent les établissements scolaires du département.

Jusqu'à 38° dans certaines classes

« Depuis 10 jours, notre département fait face à une vague de chaleur », rappelle ainsi la branche SNUDI (Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs, professeurs des écoles, psychologues et AESH de l'enseignement du 1er degré public) de FO qui dénonce une situation de canicule « dans des écoles à Orange, à Avignon et au Pontet. Les températures dépassant largement les 30 degrés (jusqu'à 38° dans une école). »

« Malgré nos multiples alertes lors des épisodes caniculaires de 2017 puis de 2019 ainsi qu'en 2022, l'immense majorité des établissements scolaires et des locaux administratifs n'est toujours pas en mesure de garantir aux personnels comme aux élèves des conditions de travail qui préservent leur santé des chaleurs extrêmes, poursuivent les représentants du syndicat vauclusien. Rappelons que l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) considère 'qu'au-delà de 30° pour une activité sédentaire, et 28° pour un travail nécessitant une activité physique, la chaleur peut constituer un risque pour les salariés' et donc à plus forte raison pour les enfants et adolescents scolarisés.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Des fermetures demandées

« Aussi, afin d'assurer leur protection, nous vous demandons de prendre la décision de fermer les établissements scolaires et les locaux administratifs qui ne sont pas équipés de systèmes de climatisation à minima l'après-midi tant que les températures dans ces locaux n'ont pas baissé, poursuit FO. Nous avons frôlé des drames dans plusieurs établissements scolaires en raison d'insupportables températures lors des précédentes canicules ; la prudence commande de ne pas courir de risques en fermant les établissements scolaires (à minima l'après-midi) où la santé des personnels et élèves est mise en danger, une décision qui a le mérite de les protéger à coup sûr Il faudra bien entendu prendre enfin des mesures par la suite pour éviter le renouvellement de cette situation. »

Rencontre avec Thibault de Cacqueray, nouveau directeur de cabinet du préfet de Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Thibault de Cacqueray est le nouveau directeur de cabinet de Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. Auparavant en poste à la Cour des comptes à Paris en tant qu'auditeur à la 4e chambre en charge des domaines de la sécurité, de la défense, des affaires étrangères et de la justice, il succède à Vincent Naturel nommé à la préfecture de police de Paris. Rencontre avec celui qui devient aussi sous-préfet du département.

A 31 ans, Thibault de Cacqueray vient de prendre ses fonctions de directeur de cabinet et de sous-préfet du département de Vaucluse. Si ce dernier a fait ses armes dans 'la préfectorale' du côté des Alpes-Maritimes dans le cadre de ses stages de l'ENA (promotion Molière 2018-2019), il reconnaît qu'il ne connaît pas particulièrement le Vaucluse même s'il est « très heureux de rejoindre le département ».

Un habitué des relations avec les collectivités locales

Originaire d'Agen et ayant grandi à Paris dans le XVIIIe arrondissement, il a travaillé avec Jean Castex lorsque que ce dernier était 'Monsieur déconfinement' puis ensuite lorsque ce dernier a été désigné Premier ministre. Thibault de Cacqueray était alors Conseiller territoires en relation tout particulièrement avec les collectivités.

« Lorsqu'il a été nommé Premier ministre, confirme le nouveau directeur de cabinet, il m'a effectivement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

emmené avec lui comme conseiller pour les relations avec les collectivités territoriales, la décentralisation, la ruralité, la politique de la ville, les sujets de territoires… On suivait des dossiers très locaux, des sujets qui lui étaient remontés lors de déplacements, pour lesquels il pouvait prendre des engagements, des sujets d'infrastructure. »
« A l'échelle de ma courte carrière à Matignon, mais j'ai énormément travaillé avec les élus. J'ai donc l'expérience des projets locaux qu'on doit mener à bien de manière partenariale entre l'État et les collectivités. »
C'est durant cette période, qu'il tissera tout particulièrement des liens avec Jean Castex qui a occupé le poste de secrétaire général de la préfecture de Vaucluse de 1999 à 2001. « Il a été particulièrement touché par le décès d'Eric Masson. Il est resté très attaché au Vaucluse et m'a dit que j'arrivais dans un formidable département. »

> « J'avais très envie de repartir dans des fonctions opérationnelles sur le terrain. »
>
> *Thibault de Cacqueray, directeur de cabinet du préfet de Vaucluse*

Ensuite, Thibault de Cacqueray rejoint la Cour des comptes il a « travaillé essentiellement sur des sujets de sécurité ». A ce titre, cet amateur de sport (il a fait partie des 300 spectateurs à avoir assisté à l'un des derniers matchs d'Arles-Avignon en ligue 2 au parc des sports en 2015 contre Créteil-Lusitanos avant la liquidation du club pro provençal !) a contribué à la rédaction d'un rapport sur les forces de police à Marseille et 'planchera' également sur les forces mobiles, les lycées militaires ainsi que plusieurs sujets régaliens.
« J'avais très envie de repartir dans des fonctions opérationnelles sur le terrain et donc de rejoindre une préfecture », précise-t-il pour expliquer son arrivée dans le Vaucluse. J'ai demandé un département qui aurait à la fois des enjeux importants pour un poste de directeur de cabinet et qui offrirait également un cadre agréable. Donc là, j'ai été vraiment servi, puisque quand j'ai appris que je partais dans le Vaucluse, cela a été une très bonne nouvelle. C'est un département très contrasté entre la vallée du Rhône et les zones montagneuses. »

Lutte contre que les narcotrafics et les violences intrafamiliales
Dans la lignée du préfet actuellement en place, le nouveau directeur de cabinet sait à quoi s'attendre en Vaucluse : « En travaillant sur la police à Marseille, on sait que les enjeux liés au narcotrafic et à la délinquance sont importants », reconnait-il.
« Depuis que je suis arrivé, j'ai pu voir l'importance de ce phénomène ainsi que du nombre de points de deal qui demeurent, poursuit-il. J'ai aussi pu constater la mobilisation totale de la police, des services de l'État, mais aussi de la gendarmerie, puisque sur une cinquantaine de points de deal, il y en a près d'un tiers qui sont en zone gendarmerie. »

> Vaucluse : l'Etat ne veut rien lâcher face aux narcotrafiquants

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Dans ce cadre, les actions de police administrative, avec les fermetures d'épiceries qui servent au blanchiment, devraient s'intensifier, tout particulièrement dans le secteur de la rue Thiers à Avignon. « Des épiceries de nuit qui 'pourrissent' également la vie des riverains par des troubles à l'ordre public et par des fermetures tardives. »

« J'ai appris en arrivant ici que les violences intrafamiliales étaient aussi extrêmement importantes, confie ce jeune marié sans enfant. Le directeur de cabinet précédent m'a dit que chaque nuit, lorsqu'on lui donnait la synthèse, au petit matin, il y avait 4 à 5 faits de violences intrafamiliales qui lui étaient rapportés. Donc, là aussi, ce sera un axe d'effort. »

> « Il suffit de regarder la carte pour voir que c'est un département assez original. »

Concernant les particularités de ce département, avec une enclave dans la Drôme et un chef-lieu unique agglomération française à s'étendre dans 3 départements, 2 régions et 2 zones scolaires, Thibault de Cacqueray reconnaît qu'il suffit de regarder la carte pour voir que c'est un département assez original. Avec toute la population qui est un concentrée sur la partie ouest et la vallée du Rhône. C'est aussi quelque chose que l'on m'a tout de suite décrit avec un bassin de vie qui est à cheval sur 3 départements. C'est quelque chose que je prends en compte et que je vais vite découvrir à mon avis. Et les complexités des grands projets comme ceux de la LEO, j'en avais aussi eu vent à Matignon. »

> « Les complexités des grands projets comme ceux de la LEO, j'en avais aussi eu vent à Matignon. »

Etre à l'écoute des revendications agricoles

Avec ses origines Lot-et-Garonnaise, le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse avoue être particulièrement à l'écoute des revendications du monde agricole.

« Nous sommes dans un département très agricole et viticole, donc évidemment, nous serons à la fois à l'écoute des revendications tout en faisant en sorte que ces mouvements se passent le plus paisiblement possible. Nous serons là pour faire remonter les revendications et maintenir un dialogue permanent. Le préfet le fait lui-même mais je serai en appui pour aller en première ligne s'il me le demande. »

A peine arrivé, le nouveau directeur de cabinet a aussi dû faire face à la mise en place du plan grand froid en Vaucluse avec l'ouverture d'un centre d'hébergement exceptionnel à Avignon notamment.

Autre dossier brulant : la sécurité routière avec un mauvais bilan en 2024. Il y a ainsi eu 41 morts sur les routes de Vaucluse contre 28 en 2023 (dont 37% de 2 roues motorisés). Là encore, il annonce une mobilisation des services de l'Etat pour lutter contre ce fléau.

Laurent Garcia

Les missions de Thibault de Cacqueray

Collaborateur direct du préfet, le directeur de cabinet assiste ce dernier dans sa responsabilité du

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

maintien de l'ordre public et de la sécurité sur l'ensemble du département. Il a pour missions essentielles : la lutte contre la délinquance, la protection des populations, le suivi des affaires réservées, notamment les relations avec les cabinets ministériels, et le pilotage de la stratégie de communication de l'État dans le département.
Il est l'interlocuteur direct de la police nationale, de la gendarmerie nationale, du SDIS, du SAMU, de l'autorité militaire, de l'autorité judiciaire et des services du ministère de la Justice.
Il s'attache à promouvoir les politiques de l'État dans le département en entretenant d'étroites relations avec les élus, les entreprises, les syndicats et le monde associatif.

Pour exercer ses missions, le directeur de cabinet a sous son autorité :
- La direction des sécurités qui suit les questions relatives à l'ordre public, aux polices administratives, à la prévention de la délinquance, à la prévention de la radicalisation, à la sécurité routière, ainsi qu'à la défense du territoire et à la protection des populations.
- Le Bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle (BRECI) qui suit les affaires réservées, les décorations, la vie politique et élabore la stratégie de communication de l'État dans le département.
- La déléguée aux droits des femmes.

Vaucluse : l'Etat ne veut rien lâcher face aux narcotrafiquants

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Pour cette année 2025, Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse, entend que l'action de l'Etat dans le département se focalise tout particulièrement sur 3 axes : la sécurité, la solidarité et la transition écologique.

« Contre la délinquance, contre ceux qui pourrissent la vie des habitants de nos villes, de nos bourgs et de nos villages, nous ne lâcherons rien », a affirmé sans ambages Thierry Suquet, préfet de Vaucluse lors de ses vœux 2025.
Faisant notamment allusion à l'incendie des véhicules de police au commissariat de Cavaillon dans la nuit du 8 au 9 octobre derniers, le plus haut représentant de l'Etat dans le département a rappelé que ce type de menace ne faisait que renforcer la détermination de l'ensemble des services de l'Etat dans sa lutte contre les narcotrafiquants.

Multiplication des fermetures administratives
« Vous pouvez compter sur moi, les services de la préfecture, les services de police et, je le sais, l'ensemble de la justice pour continuer à se mobiliser sur ce sujet, a-t-il poursuivi. A maintenir la pression sur les points de deal et mobiliser l'ensemble des leviers qui sont à notre disposition. C'est dans ce cadre-là que nous avons largement renforcé nos contrôles sur les pseudo-commerces suspectés d'être liés à ces trafics, qui font appel au travail et à l'immigration clandestine, qui permettent, probablement, le blanchiment d'argent. Nous avons multiplié les fermetures administratives et, là aussi, face à des adversaires qui connaissent les lois aussi bien que nous, nous utilisons tous les leviers en parfaite connaissance de cause. Cet enjeu de sécurité ne concerne pas que nos centres-villes. Vous le savez, la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

violence s'étend aussi dans les villages, elle s'ancre dans le monde rural et le Vaucluse ne fait pas exception. »

> « Avoir un titre de séjour, ce n'est pas un passe-droit pour commettre des délits. »
>
> *Thierry Suquet, préfet de Vaucluse*

« Enfin, en matière de sécurité, nous devons être intransigeants vis-à-vis des personnes étrangères qui viennent troubler l'ordre et la sécurité publique, prévient le préfet de Vaucluse. Nous sommes engagés, en lien avec les forces de l'ordre, dans un travail méticuleux qui nous permet de systématiquement étudier les infractions commises par des personnes étrangères et, quand elles sont en situation irrégulière sur notre territoire, de les raccompagner aux frontières et de rendre effectives les mesures d'éloignement prises à leur encontre. De la même façon, les étrangers en situation irrégulière mais délinquant ne peuvent pas se soustraire aux lois de la République. Avoir un titre de séjour, ce n'est pas un passe-droit pour commettre des délits. »

De l'affaire Pelicot aux questions des violences intrafamiliales

Avec l'affaire Pelicot, le Vaucluse a également était pendant 4 mois sous les feux de l'actualité avec la présence des médias du monde entier.

« Au-delà du défi médiatique et sécuritaire que cet événement historique a représenté, il nous a fallu être à la hauteur du retentissement social qui l'a engendré. Cela nous rappelle que même chez soi, chacun et chacune doit se sentir protégé, et que l'intégrité physique et morale de tous est un droit qui doit être absolument respecté, insiste Thierry Suquet. Je souhaite que nous soyons ensemble tous mobilisés sur la question des violences intrafamiliales ainsi que la défense des victimes. Je salue l'accompagnement des victimes aujourd'hui par les services de police et de gendarmerie. »

> « Ce qui fait la dignité humaine, c'est de pouvoir vivre de son travail. »

La solidarité pour autre priorité

Outre la sécurité, Thierry Suquet a souhait aussi rappelé que la solidarité constituait un des autres axes fort de l'action de l'Etat dans le Vaucluse.

« Cette année, la loi pour le plein emploi a enclenché des transformations importantes et une réorganisation profonde des politiques de l'emploi, explique-t-il. Nous nous sommes profondément mobilisés sur les six derniers mois de l'année pour mettre en œuvre cet objectif de plein emploi en installant le comité départemental pour l'emploi, en le déclinant avec les comités locaux. Cette nouvelle dynamique, nous souhaitons qu'elle soit forte parce que nous pensons vraiment que l'emploi est un levier d'émancipation puissant, probablement le premier. Il n'est pas le seul, mais ce qui fait la dignité humaine, c'est de pouvoir vivre de son travail. »

Le défi de la transition écologique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Evoquant les enjeux environnementaux, le préfet de Vaucluse a tenu également à rappeler qu'il fallait veiller « à ce que la transition écologique et énergétique n'exclue pas les plus faibles de notre société. Cette transition écologique représente un défi majeur qui nous contraint à une action globale, commune et de long terme qui nous impose de voir un peu plus loin que nos échéances et nos annualités budgétaires. La transformation inéluctable de notre territoire doit être accompagnée et anticipée pour limiter les risques. »

L'agriculture vauclusienne en première ligne

L'adaptation de l'agriculture locale à ces problématiques constitue d'ailleurs un des axes majeurs de ces enjeux. Pour cela, la région Paca et le département ont été intégré dans un plan du ministère de l'Agriculture afin d'être accompagné dans la mise en place de logique de filière.

« Nous avons un premier projet purement Vauclusien qui sera labellisé en aires agricoles de résilience climatique dans les prochains jours, annonce Thierry Suquet. Cela permettra aux filières impliquées d'accéder à certaines aides pour rendre plus résiliente notre agriculture dans une logique d'atténuation du choc climatique et d'adaptation. Pour atteindre cet objectif nous devons aussi préserver notre ressource en eau, améliorer notre réseau d'irrigation et garantir la qualité de l'eau tant dans nos réseaux que dans nos rivières. »

La bonne gestion de l'espace de lutte contre l'artificialisation des terres s'inscrit aussi dans ces réflexions environnementales. « Au-delà des interrogations légitimes sur zéro artificialisation des terres, le vrai sujet que nous avons c'est la reconquête de nos centres vides, la reconquête de nos centres gourds et ça nous n'y couperons pas à l'avenir. »

De grands moments à venir

Enfin après avoir évoqué le 80e anniversaire de la Libération en août dernier ainsi que le passage de la flamme olympique le 19 juin en Vaucluse, le préfet annonce d'autres grands moments à venir pour le département.

« Il y aura Avignon Terre de Culture 2025 et le passage du Tour de France au Ventoux en juillet sans oublier bien sûr les Festival d'Avignon ou bien encore les Chorégies d'Orange. Autant d'événements qui donnent à notre territoire son dynamisme culturel, sa typicité et sa visibilité importante, se réjouit Thierry Suquet. Cela génère des moments de célébration et de convivialité dont nous avons tous besoin. »

La base aérienne d'Orange doit être une fierté pour le Vaucluse

« L'année 2025 sera marquée aussi par un événement d'ampleur, annonce le préfet. C'est l'ouverture au public de la base aérienne 115 d'Orange les 28 et 29 juin prochains. C'est la grande journée de l'aviation avec véritablement la possibilité de présenter au public les missions et les métiers de l'armée de l'air et de l'espace mais aussi pour mettre en évidence les enjeux autour de l'arrivée des rafales sur la base aérienne et le lien qui peut exister entre cette arrivée, le développement économique et l'aménagement du territoire. L'accueil de nos militaires et des nouveaux escadrons doivent devenir une fierté pour notre département. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Réactions en chaine après l'incendie volontaire au commissariat de Cavaillon



Ministre, préfet, maire, sénateur… l'incendie cette nuit de plusieurs véhicules de la police nationale devant le commissariat de Cavaillon a entraîné une succession de réaction condamnant cet acte qualifié de 'représailles' de la part des narcotraficants locaux.

« Cette nuit vers 5h du matin, plusieurs individus ont incendié les véhicules de police stationnés devant le commissariat de Cavaillon, a précisé cet après-midi Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. Quatre véhicules de police ont été détruits par le feu. L'incendie s'est propagé sur la façade du commissariat et sur un commerce attenant. Grâce à l'intervention rapide des pompiers, le feu a pu être rapidement circonscrit. La façade du commissariat a été endommagée et l'immeuble enfumé, néanmoins les dégâts à l'intérieur sont relativement mineurs. Aucun des trois fonctionnaires présents dans le commissariat n'a été blessé. Cinq autres individus qui étaient en garde à vue dans les geôles du commissariat ont été transférés à l'hôtel de police d'Avignon. Une famille a dû évacuer son domicile du fait des fumées, mais a pu le réintégrer dans la matinée. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

> « Ces événements survenus renforcent la détermination des services de l'État à éradiquer le trafic de stupéfiants à Cavaillon. »
>
> *Thierry Suquet, préfet de Vaucluse*

L'intensification de la lutte contre les narcotrafics à l'origine de cette attaque ?

« Cet événement, complète le préfet de Vaucluse, survient alors que la police mène en ce moment des actions particulièrement offensives à l'encontre du trafic de stupéfiant, avec une opération 'place nette' qui s'est déroulée il y a quelques jours, 25 interpellations, 6 kilos de cocaïne et 15 kilos de cannabis saisies depuis début septembre. Les évènements survenus tôt ce matin renforcent la détermination des services de l'État à éradiquer le trafic de stupéfiants et à rendre aux habitants de Cavaillon la tranquillité publique à laquelle ils ont droit. Ces agissements n'entraveront en rien l'action des services. »

« Ainsi, rappelle Thierry Suquet, alors même que ces évènements survenaient, la police était en action pour démanteler un squat proche de l'avenue de la Libération, dont les liens avec le trafic de stupéfiants sont avérés. »

Pour conclure, le représentant de l'Etat en Vaucluse insiste : « Dès cette fin de matinée, le commissariat a repris une partie de ses activités. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Crédit : BFM TV/Images témoin/DR

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Crédit : BFM TV/Images témoin/DR

Même indignation pour Gérard Daudet, le maire de Cavaillon qui « condamne avec fermeté ces actes inacceptables et apporte bien évidemment tout mon soutien aux forces de l'ordre qui au quotidien sont sur le terrain, ainsi qu'au commerçant et familles impactées. Je laisse les enquêteurs effectuer leur travail pour retrouver les auteurs que la justice devra condamner sévèrement. »

> « Je ne baisserai pas les bras face à la violence et face au trafic de drogue. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Gérard Daudet, maire de Cavaillon

Recrutement de 3 policiers municipaux supplémentaires
« Ces événements surviennent alors que les forces de police intensifient leurs efforts pour combattre le trafic de stupéfiants à Cavaillon, efforts qui ont déjà permis des saisies importantes de drogue et plusieurs interpellations, confirme l'élu cavare. Ma détermination à éradiquer la criminalité aux côtés de notre police nationale ne faiblira pas. Lors de mon échange avec le ministre de l'Intérieur, j'ai eu la confirmation que les actions de la police vont continuer à se multiplier en ce sens. »

« Dès ce matin, en lien avec la préfecture et les services de police, un squat en sortie de ville était évacué. Je ne baisserai pas les bras face à la violence et face au trafic de drogue, » conclut Gérard Daudet qui rappelle également qu'il a engagé depuis plusieurs semaines déjà « le recrutement de trois agents supplémentaires pour la Police municipale et renforcé la présence policière en centre-ville afin de lutter plus efficacement encore contre l'insécurité et les incivilités. »

« Frapper fort, résister et tenir debout face aux représailles ! »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

Pour sa part, le sénateur de Vaucluse Jean-Baptiste Blanc insiste sur sa volonté de « Frapper fort, résister et tenir debout face aux représailles » dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue à Cavaillon.
Le parlementaire poursuit : « L'incendie criminel de cette nuit ne fera que renforcer collectivement notre détermination. En tant que Sénateur de ce territoire, je tiens à réaffirmer ici mon soutien inconditionnel aux forces de l'ordre, aux autorités locales et à tous ceux qui s'impliquent quotidiennement dans cette lutte difficile. Nous mènerons cette bataille sans relâche, car nous avons la responsabilité de protéger nos concitoyens et de restaurer l'ordre républicain à Cavaillon. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Il y a quelques jours, la police nationale a procédé à 9 interpellations à Cavaillon. Cette vaste opération de lutte contre les trafics de stupéfiants a permis la saisie de 3kg de cocaïne, 2,5kg de cannabis et des armes. Crédit : Police nationale/Facebook/DR

Jusqu'à 20 ans de prison pour ces actes criminels ?

« Je tiens à saluer l'engagement sans faille de Gérard Daudet, maire de Cavaillon, des élus, de la police nationale et police municipale, ainsi que des services de l'Etat, poursuit Jean-Baptiste Blanc. Ensemble, ils mènent avec détermination une bataille essentielle pour restaurer la sécurité et la sérénité dans Cavaillon. Ces représailles démontrent que nos actions touchent là où ça fait mal. Nous continuerons le combat, avec force et persévérance, aux côtés de tous ceux qui refusent de laisser notre ville aux mains des trafiquants. La justice sera rendue. Une enquête a été immédiatement ouverte par la police judiciaire, sous l'autorité de la procureure de la République d'Avignon. Les auteurs de cet acte criminel, qualifié de 'destruction par moyens dangereux', encourent jusqu'à 20 ans de prison. »

> « Une attaque contre nos institutions. »
>
> *Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur*

Enfin pour Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur : « L'Etat ne se laissera pas intimider et nous allons intensifier notre lutte contre le narco-banditisme. Je placerai la lutte contre le crime organisé au centre de mes préoccupations parce qu'il constitue une attaque contre nos institutions ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Le ministre de l'Intérieur, qui a demandé à Nicolas Daragon, son ministre délégué à la sécurité, de se rendre sur place, a aussi confirmé l'envoi d'une unité de forces mobiles de la CRS 81 afin de renforcer soutenir l'action de sécurisation de la police. Plus particulièrement dans la cité du Dr Ayme, mais aussi dans les autres cités de Cavaillon.